Madagascar Résistance

Lettre numéro 4 - mars 2010

« Selon que vous serez Africains ou pas, …. »

Coup d'Etat au Honduras.
Les pays américains, les USA en tête, s'en émeuvent et réagissent rapidement en exigeant le retour à l'ordre constitutionnel. Rien de plus normal, cela se passe sur leur continent.
Plus admirable, car cela ne se passe pas sur leur continent, à l'appel de l'Espagne les gouvernements européens réagissent comme un seul homme et rappellent leurs ambassadeurs au Honduras au lendemain du putsch. Nous nous disons : l'Europe est fidèle à ses valeurs démocratiques.
Oui, mais… le coup d'Etat au Honduras a eu lieu après ceux perpétrés au Mali, en Guinée et à Madagascar ! **Et la différence de fermeté des réactions européennes au coup d'état au Honduras et à ceux perpétrés en Afrique est criante !**
Pour Madagascar, la France s'est même fait remarquer en y envoyant Jean Marc Châtaigner, son futur ambassadeur, **dès le lendemain du putsch. Cette précipitation ressemblait fort à l'envoi sur place d'un chef d'équipe chargé d'une mission d'appui aux putschistes. A titre de comparaison avec cette arrivée hâtive de Jean Marc Châtaignier, le Représentant Résident de l'Union Européenne à Madagascar, dont le séjour s'est achevé en juillet 2009, n'a pas été remplacé car l'Union ne reconnaît pas le pouvoir illégal.**

Oh, Monsieur Châtaignier ne portait pas encore alors le titre d'ambassadeur puisque, tout de même, le Président Sarkozy avait reconnu en mars 2009 «qu'il s'agissait bien d'un coup d'Etat à Madagascar », et que « Marc Ravalomanana restait le président en titre », ajoutant toutefois « qu'il y avait beaucoup à dire sur lui ». (**N'y a-t-il rien à dire sur certains chefs d'état africains moins bien élus que Marc Ravalomanana, dont les pays régressent au lieu de progresser, mais qui sont pourtant qualifiés de « sages », « d'amis de la France » ?)**
Jean Marc Châtaigner a ensuite profité de la signature de l'accord additif d'Addis Abbeba en novembre 2009, sans même attendre sa mise en œuvre effective – Andry Rajoelina président de la Transition mais deux co-présidents issus respectivement des mouvances Ravalomanana et Zafy assurant une collégialité des décisions et de la signature des actes règlementaires - pour présenter ses lettres de créances à Andry Rajoelina. **La France avait enfin trouvé le prétexte pour être le seul Etat à reconnaître indirectement ce régime issu d'un putsch.**

Mais Andry Rajoelina ayant, quelques semaines après Addis Abbeba, déclaré nuls et non avenus ces accords qu'il avait pourtant dûment signé, se retrouve dans la même situation qu'auparavant : celle d'un putschiste à la tête d'un régime illégal non reconnu par la communauté internationale, position sur laquelle la France - officiellement tout au moins – dit s'aligner.
Quelle valeur a donc l'accréditation de l'actuel ambassadeur de France donnée par un « chef d'Etat » qui n'aura droit à ce titre qu'en respectant les accords qu'il renie?
Mais on n'en est pas à un vice de forme près, car déjà sans attendre cette accréditation, et dès son arrivée à Antananarivo en mars 2009, Jean Marc Châtaigner **avait multiplié des actes en principe interdit à un diplomate dont le pays ne reconnaît pas le régime**, notamment :

- rencontres avec les ministres du gouvernement illégal dans les ministères,
- passage en revue des troupes lors d'une cérémonie de remise de décoration au chef des FASOI et à l'attaché militaire de l'ambassade de France par les militaires putschistes…

Il est vrai que ses instructions venaient de très haut : Andry Rajoelina ne rencontre-t-il pas à chacun de ses passages à Paris des personnalités de l'entourage du président français ?

Pour mieux éclairer encore cette différence d'attitude du gouvernement français face à des coups d'Etat, selon qu'ils sont perpétrés en Afrique ou sur d'autres continents, relisons simplement ces extraits de déclarations d'Alain Joyandet :
« L'implantation des entreprises françaises en Afrique est l'une de mes priorités », interview à lejdd.fr, 20 mai 2008.
« J'ai des convictions mais je veux aussi défendre notre pays et ses parts de marché », propos rapporté par lejdd.fr, 19 juin 2008.
[Le détournement d'argent public en Afrique ?] « Ce sont vraiment des sujets qui ne me semblent pas devoir être au cœur de (…) notre expression », interview à France 24, 20 juin 2008.
« Si nous ne sommes pas les partenaires économiques privilégiés, alors on ne pourra plus défendre nos valeurs », Interview à France 24, 20 juin 2008.
« Il ne faut pas qu'on se fasse prendre notre place par des puissances émergentes ». « On veut aider les Africains, mais il faut que cela nous rapporte », Interview à Libération, 24 juin 2008.
« J'ai créé ma première boîte à 24 ans, sans un rond, c'était bien plus compliqué de faire cela que de s'occuper de l'Afrique ! », interview à Libération le 24 juin 2008.
« C'est nous qui allons envoyer des cerveaux », réponse à France 24 le 20 juin 2008 suite à une question sur l'immigration choisie.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, un proche du président français présentait encore le chef des putschistes guinéens comme présidentiable, quelques jours avant la tuerie dans un stade dont ont été victimes les opposants en septembre 2009.
Dans la même veine, Bernard Kouchner approuve la tentative de blanchiment de leur pouvoir de fait par les putschistes malgaches qui voulaient organiser en solo des pseudo élections en mars 2010, **mais se fait le défenseur d'un président élu (pas africain bien sûr)** lors de la réunion sur l'Afghanistan à Londres le 28 janvier 2010 : **« Contesté ou pas, il a été élu ! ».**
Il répondait ainsi à un journaliste qui demandait si l'actuel président afghan très contesté dans son pays était bien l'allié que les Occidentaux devaient soutenir.
Eh oui ! Selon que vous serez Africains, ou pas, vous serez traités différemment. **Ou pour être plus précis : près d'un demi-siècle après « leur indépendance », les ex colonies françaises ne sont autorisées à choisir ni leurs chefs d'Etat ni leurs partenaires économiques.**

Sont-elles, en échange, aidées efficacement ?

Nous laissons nos lecteurs en juger avec cet extrait d'un article du « Quotidien de la Réunion » en date du 18 février 2010 : « Développement – Bilan des aides. … **la France, l'Allemagne et le Japon n'ont pas honoré, selon l'OCDE, les promesses faites aux pays les plus pauvres, notamment en Afrique, au moment où la crise rend cette assistance d'autant plus nécessaire**…. Des pays tels que la Belgique, l'Espagne et le Royaume-Uni démontrent qu'il est possible, malgré les contraintes budgétaires, de tenir ses engagements de solidarité internationale, fait valoir l'organisation non gouvernementale Oxfam, stigmatisant la contre-performance de la France censée être un pays moteur en matière d'aide au développement….**L'identité des mauvais élèves a une conséquence directe : s'agissant de pays qui sont d'importants bailleurs pour l'Afrique, c'est le continent noir, déjà le plus pauvre de la planète qui paie les pots cassés**…. Du coup, les objectifs du millénaire pour le développement fixés par les Nations unies pour réduire l'extrême pauvreté à l'horizon 2015 ne seront pas atteints… »

Ne nous étonnons donc pas si, parmi les pays les plus pauvres du monde, **45% sont des ex colonies françaises tandis que seulement 15% sont des ex colonies anglaises.**
Malgré cette faiblesse de l'aide de certains de ses bailleurs de fonds, Madagascar avait cependant de bonnes chances de sortir de ce groupe de pays très pauvres, avec une croissance économique soutenue de 6 et 7% en 2007 et 2008.
Fidèles à notre engagement de nous abstenir de toute affirmation partisane, nous consacrerons notre prochain bulletin à la publication de données issues d'organisations internationales dont la neutralité et la fiabilité ne peuvent être mises en doute. Ces données démontrent le décollage économique de la Grande Ile avant la crise de 2009.
A-t-on voulu casser ce dynamisme dû en partie à la diversification de ses partenaires ?

Les Inconditionnels de Madagascar
à l'Ile de la Réunion